

Accord à l'arraché entre l'Etat burundais et le PALIPEHUTU-FNL

PANA, 04/12/2008 Bujumbura, Burundi - Un sommet des chefs d'Etat et de gouvernements de l'Initiative régionale de paix pour le Burundi s'est achevé, jeudi soir, sur une entente entre le pouvoir central de Bujumbura et le Parti pour la libération du peuple hutu/Front national de libération (PALIPEHUTU-FNL, rébellion). Ce sommet contribuera à lever les derniers obstacles qui empêchaient encore la mise en application effective de l'accord de cessez-le-feu en souffrance depuis le 7 septembre 2006, a-t-on appris de source officielle dans la capitale burundaise.

Le texte du nouvel accord a été paraphé conjointement par le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, et le leader du dernier mouvement rebelle encore actif dans le pays, Agathon Rwasa. Aux termes de l'accord, le PALIPEHUTU-FNL s'engage à renoncer à son appellation actuelle à connotation ethnique qui n'était pas conforme aux exigences de la loi fondamentale du Burundi et l'empêchait d'obtenir l'agrément en tant que parti politique pouvant travailler dans la légalité constitutionnelle. Le mouvement rebelle a également accepté de rassembler tous ses combattants encore dispersés dans différents endroits du pays en prélude à leur démobilisation et réintégration dans une nouvelle vie socio-professionnelle. De son côté, la partie gouvernementale s'engage à dégager une trentaine de postes de responsabilité à donner aux cadres rebelles dans les différentes institutions du pouvoir burundais. Ces différents engagements doivent se concrétiser avant la date butoir du 31 décembre 2008, comme le veut l'Initiative régionale de paix pour le Burundi. Le respect de ces engagements mettra fin à plus de 14 ans de guerre civile dans ce pays. Les chefs d'Etat ougandais, Yoweri Museveni, et zambien, Rupiah Banda, ont répondu présents au sommet de Bujumbura, tandis que d'autres pays membres de l'Initiative régionale comme le Kenya, la Tanzanie et le Rwanda ont déposé des déclarations ministérielles. Le chef de l'Etat ougandais est en même temps président de l'Initiative régionale de paix pour le Burundi qui regroupe une vingtaine de pays. Le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Jean Ping, a également pris part au sommet de Bujumbura.